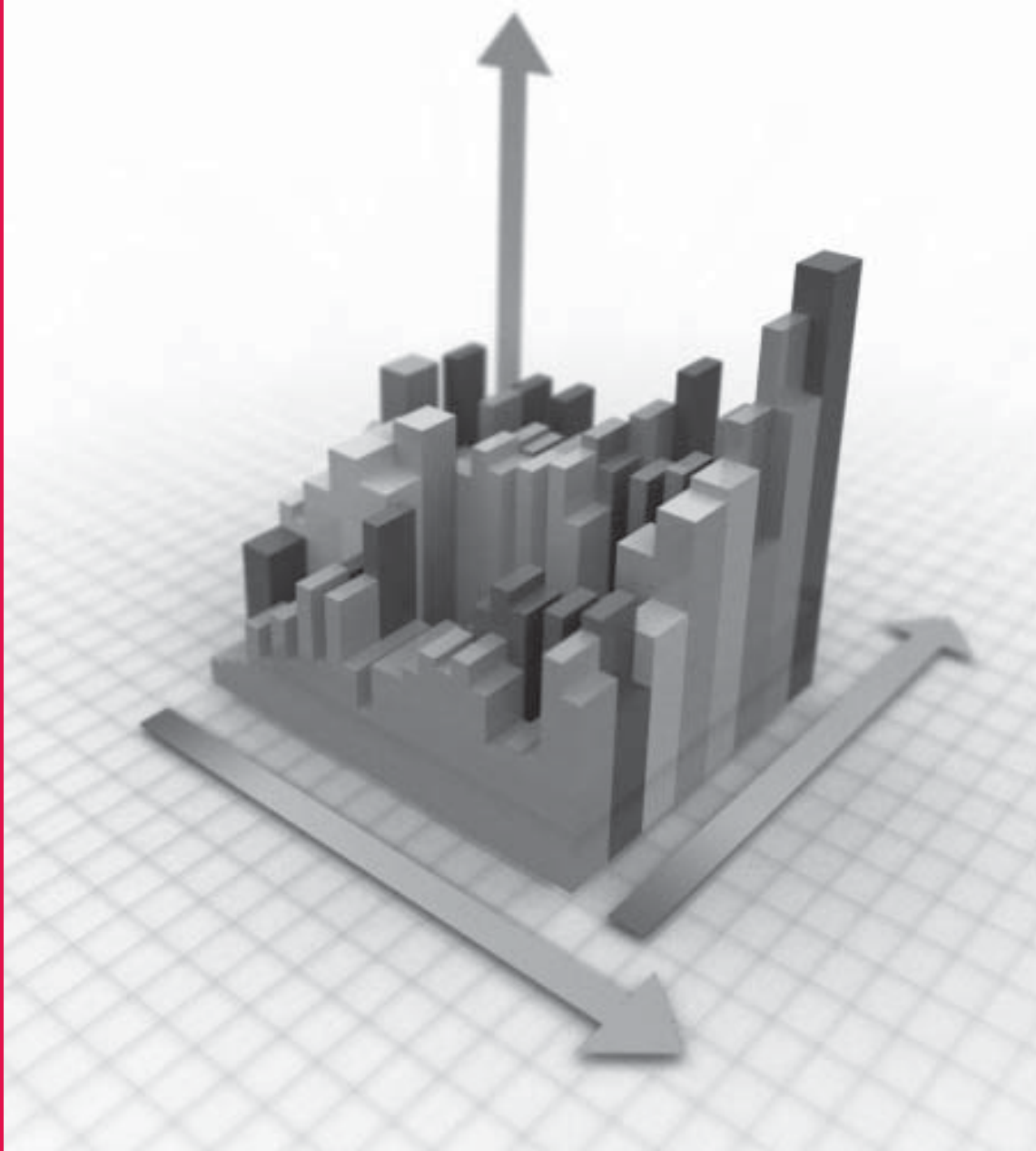




Analyse 1^{er} trimestre 2011 : défaillances et sauvegardes d'entreprises en France



altares

► La connaissance inter-entreprises

Altaires est un acteur de référence des services aux entreprises. Il fournit à ses clients des solutions pour accélérer la croissance dans deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier en France, en Europe et à l'international.

Altaires propose depuis début 2005 deux cycles d'analyses trimestrielles, dans deux domaines spécifiques de la connaissance inter-entreprises, liés aux échanges économiques :

- les défaillances d'entreprises en France, complétées par les sauvegardes depuis l'entrée en vigueur de la loi au 1^{er} janvier 2006
- les retards de paiements en Europe

Pour chacun de ces thèmes, Altaires publie chaque trimestre une synthèse et une analyse des évolutions de tendance ; un bilan semestriel et un bilan annuel viennent compléter chaque cycle d'analyses trimestrielles. Ces analyses sont disponibles sur simple demande aux contacts ci-dessous, et font l'objet d'un envoi par mail, dès parution. Elles sont de plus systématiquement consultables en ligne, sur le site www.altaires.fr et peuvent être téléchargées au format PDF.

DATE DE PUBLICATION : JEUDI 7 AVRIL 2011

ALTARES
55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altaires.fr
Tél : 01 41 37 51 04 – Fax : 01 41 37 50 01
www.altaires.fr
Responsable des études
Thierry Millon
Tél : 04 72 65 15 51

Relations Presse : Actual Consultants
Aurélié DELMAET - Françoise LINHART
agence@actual-consultants.com
36 ter avenue Franklin Roosevelt
77210 Avon Fontainebleau
Tél : 01 60 70 00 00 – Fax : 01 60 39 02 02
www.actual-consultants.com

Les défaillances d'entreprises reculent légèrement sur le 1^{er} trimestre 2011 (- 1 %) et butent sur le seuil des 16 000 procédures.

16 153 jugements de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire directe ont été prononcés par les tribunaux depuis le début de l'année 2011. Les tendances sont orientées favorablement pour les entreprises de 3 à 9 salariés (- 9 %) mais sévèrement pour celles de 50 salariés et plus (+ 12 %). La reprise, encore inégalement partagée, est insuffisante pour certaines PME tandis que la baisse des créations d'entreprises hors statut auto-entrepreneurs en 2009 et son faible rebond en 2010 favorise le repli des défaillances de jeunes entreprises.

Extrêmement forte entre juillet 2008 et septembre 2009, la crise a, pas à pas, laissé place à une accalmie jusqu'à l'été 2010 avant de permettre à la reprise de s'installer progressivement en fin 2010. Les défaillances d'entreprises reculaient de plus de 9 % sur le dernier trimestre 2010, un taux jamais atteint depuis près de 5 ans. Pourtant, la dynamique de retournement est encore insuffisante pour permettre un retour à des valeurs de défaillances d'avant crise. Plus de 16 000 jugements sur les 1^{ers} trimestres 2009, 2010 et 2011, c'est encore 2 000 de plus qu'au cours du 1^{er} trimestre 2008. Les 16 153 jugements prononcés début 2011 se répartissent en 15 841 RJ/LJ et 312 sauvegardes.

Les PME encore convalescentes sont à la peine.

En France, plus de neuf entreprises sur dix sont des micro-entreprises, employant donc moins de 10 salariés. La démographie des structures défaillantes respecte cette proportion ; 93 % des jugements d'ouvertures portent sur des entreprises de moins de 10 salariés. Près de 15 000 micro-entreprises ont fait l'objet d'une sauvegarde (245) ou d'un RJ/LJ (14 767) ; c'est 1 % de moins que lors du 1^{er} trimestre 2010, elles donnent la tendance globale. Parmi celles-ci, celles employant de 3 à 9 salariés enregistrent les évolutions les plus favorables ; les défaillances d'entreprises reculent de 9 %.

Les structures de 10 à 49 salariés sont également mieux orientées ; les procédures collectives reculent de 5 %.

En revanche, les plus grandes demeurent sous tension. 97 sociétés (+ 10 %) de plus de 50 salariés ont été placées en RJ ou LJ et 21 (+ 24 %) en sauvegarde, soit 118 sociétés (+ 12 %). Le tiers d'entre elles se situe dans l'industrie et 70 % ont été créées il y a plus de 10 ans. Ces sociétés étaient dans une situation délicate depuis plusieurs mois ;



Decide with Confidence

NANTERRE, LE JEUDI 7 AVRIL 2011

2/5

près d'une sur deux présentait déjà une trésorerie déficitaire sur les comptes 2009. L'ouverture d'une procédure judiciaire sur ces entreprises traduit donc davantage un retour d'activité insuffisant pour compenser la baisse des chiffres d'affaires durant la crise, qu'une dégradation de conjoncture. Plus du tiers de ces grosses PME défaillantes ce trimestre avait enregistré un chiffre d'affaires en recul de plus de 20 % en 2009. Chaque 1er trimestre de l'année comptabilise traditionnellement une centaine d'ouvertures de procédures collectives de sociétés de plus de 50 salariés. Ce début d'année 2011, dans le sillage de la crise, est un peu plus lourd mais demeure très en-dessous des volumes exceptionnels relevés début 2009 où 170 grosses PME étaient passées en jugement.

Près de 60 % des PME obtiennent l'ouverture d'un RJ, et 70 % des TPE sont liquidées.

69,5 % des jugements d'ouverture prononcés par les tribunaux sur le premier trimestre 2011 étaient des LJ directes. Ce taux, globalement stable par rapport aux premiers trimestres 2010 (69,3 %) et 2009 (69,4 %), est porté par la forte représentation des micro-entreprises pour lesquelles la LJ directe est prononcée dans 71,5 % des dossiers. Ces entreprises se présentent généralement trop tardivement et non préparées devant le tribunal.

Ces pourcentages quasi structurels masquent une réalité plus encourageante. En effet, les PME de plus de 10 salariés obtiennent majoritairement l'ouverture d'un redressement judiciaire. Mieux encore, la proportion de RJ tend à augmenter. Ainsi, sur les trois premiers mois 2011, 59,9 % des PME (58,2 % en 2010) ont bénéficié d'un redressement judiciaire. Ce taux a progressé de plus de 4 % par rapport au premier trimestre 2009 (53,7 %).

Les défaillances de jeunes entreprises sont les plus nombreuses mais elles reculent fortement.

Crise ou reprise, les jeunes entreprises demeurent fragiles. Plus de la moitié (53 %) des entreprises défaillantes a moins de 5 ans.

Néanmoins, le nombre d'ouverture de procédures sur des entreprises de moins de 3 ans a fortement baissé depuis le début de l'année (- 32 %). Cette tendance très marquée tient, toutefois, au recul tout aussi prononcé des créations d'entreprises hors statut auto-entrepreneurs. En 2009, l'Insee en comptabilisait 260 174 contre 331 439 en 2008, soit un repli de plus de 21 %. En 2010, le rebond était modeste (+ 0,8 %).

Si les défaillances d'entreprises jeunes reculent très fortement, en revanche, les entreprises plus âgées offrent des tendances moins bien orientées. Ainsi, les jugements portant sur des sociétés créées il y a plus de 10 ans ont augmenté de 3 %.



Decide with Confidence

La reprise se propage dans l'industrie manufacturière et les transports.

Fortement chahutée durant la crise, l'industrie manufacturière confirmait un retour à meilleure conjoncture sur le 1^{er} trimestre 2010 ; les défaillances d'entreprises reculaient alors de - 14 %. Ce début d'année confirme ce retournement avec une baisse de 7 %. L'amélioration s'étend désormais à des activités industrielles encore fragiles un an plus tôt. C'est notamment le cas de la mécanique industrielle qui enregistre une baisse des jugements de 38 % alors que ces derniers augmentaient encore de 6 % début 2010. L'évolution est en revanche délicate pour l'imprimerie de labeur (+ 22 %).

L'industrie alimentaire avait résisté durant la crise mais sur ce 1^{er} trimestre 2011, elle affiche une dégradation de + 5,4 %. Les difficultés se concentrent toutefois dans les seuls secteurs de la boulangerie et pâtisserie (+ 12 %).

La construction qui, elle-aussi, avait traversé une forte turbulence en 2008 et 2009, amorçait un redressement début 2010 principalement dans l'immobilier. Sur le 1^{er} trimestre 2011, ce dernier repart à la hausse (+ 13 %). Si les agences immobilières restent bien orientées (- 11 %), en revanche, les pressions demeurent pour les marchands de biens immobiliers (+ 27 %). C'est donc le bâtiment (- 8,9 %) qui tire la performance de la construction sur ce début d'année (- 6,4 %). Les défaillances d'entreprises sont en repli de 16 % dans la construction de maisons individuelles (+ 6 % en T1 2010) mais reculent aussi dans la plupart des activités de second œuvre. Malgré tout, quelques branches présentent des évolutions défavorables ; c'est le cas des travaux de menuiserie (+ 42 %), d'étanchéification (+ 29 %) ou d'installations thermiques (+ 12 %).

Le commerce est en ligne avec la tendance générale (- 1 %), bien orienté dans le commerce interentreprises mais un peu moins dans la vente de détail (+ 1,4 %). Les défaillances augmentent dans le commerce de viande (+ 28 %) ou d'alimentation générale (+ 11 %), mais aussi d'habillement (+ 7 %), d'électroménager (+ 14 %) ou de quincaillerie (+ 41 %).

Dans le transport, le retournement est très sensible. Les défaillances baissent de 17 % (+ 1 % en T1 2010), notamment dans le fret interurbain (- 6 %) ou le fret de proximité (- 19 % contre + 11 % au T1 2010).

Les services s'inscrivent sur des tendances défavorables. Ceux à destination des entreprises enregistrent une augmentation des défaillances (+ 6,5 % contre + 4,4 % en T1 2010) notamment dans le conseil (+ 9 %). Les procédures collectives sont en hausse forte dans les services aux particuliers (+ 14,9 % contre + 5,7 % en T1 2010) notamment dans les métiers de réparation d'ordinateurs (+ 9 %) ou d'autres biens domestiques (+ 82 %), mais aussi dans la blanchisserie-teinturerie (+ 44 %).

La branche hôtels-restaurants-cafés est bien orientée (- 1,3 %) malgré des évolutions lourdes dans la restauration rapide (+ 13 %) ou les traiteurs (+ 51 %). Les tendances sont bonnes pour les hôtels (- 12 %) et la restauration traditionnelle (- 7 %).



Decide with Confidence

Les défaillances en hausse dans plus de la moitié des régions françaises.

En fin de premier trimestre 2010, de nombreuses régions semblaient avoir repris des couleurs mais le 1^{er} trimestre 2009 avait été très lourd. Sur ce 1^{er} trimestre 2011, toutes ne confirment pas les bons chiffres d'il y a un an.

La région qui porte la performance la plus solide est Rhône-Alpes. Ce territoire avait subi de plein fouet la crise industrielle. Il rebondit désormais au rythme de la reprise de l'industrie et de sa propagation sur les autres branches professionnelles. Si les défaillances d'entreprises avaient reculé d'à peine 1 % il y a un an, elles baissent rapidement sur ce début d'année (- 10 %).

La Basse-Normandie, également terre d'industrie, avait, contrairement à Rhône-Alpes, enregistré un très bon 1^{er} trimestre 2010 (- 15 %) mais ce 1^{er} trimestre 2011 efface cette performance. Les défaillances d'entreprises augmentent de 14 % ; près du tiers des procédures sont ouvertes dans la construction.

Parmi les autres grandes régions, l'Île-de-France, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Nord-Pas de Calais, et Pays-de-la-Loire enregistrent un recul des défaillances de près de 3 %.

En Languedoc-Roussillon et Haute-Normandie, le 1^{er} trimestre 2010 avait été encore lourd (respectivement +12,6 % et + 17,6 %), ce 1^{er} trimestre 2011 repasse dans le vert (- 4,3 % et - 6,4 %).

La meilleure performance régionale est portée par la Corse (- 19,2 %).

La procédure de sauvegarde toujours sollicitée en sortie de crise.

Si les RJ/LJ reculent de 1 % ce trimestre, les ouvertures de sauvegardes sont en hausse. 312 jugements d'ouvertures ont été enregistrés sur les trois premiers mois 2011, soit 11 % de plus qu'un an plus tôt. Plus que jamais, ce dispositif préventif est sollicité par des dirigeants d'entreprises de toute taille qu'elles soient jeunes ou confirmées. Les procédures de sauvegardes ont augmenté de 39 % dans la construction, 18 % dans l'industrie ou 12 % dans les services aux entreprises.

Si PACA et Rhône-Alpes continuent de truster les premières places, les sauvegardes sont en augmentation très sensible en Provence-Alpes-Côte d'Azur (+ 57 %) tandis qu'elles reculent de 10 % en Rhône-Alpes.



Decide with Confidence

NANTERRE, LE JEUDI 7 AVRIL 2011

5/5

« Après une année 2009 rude pour de nombreux entrepreneurs, le début 2010, encore hésitant, portait l'espoir d'une reprise progressive mais certaine. Ce début d'année 2011 confirme les signaux positifs qui se superposent depuis plusieurs mois en dépit d'un environnement international compliqué », observe Thierry MILLON, responsable des analyses.

« Les entreprises sont réengagées sur la voie de la reconquête des affaires. Pour autant, la dynamique de reprise encore lente et inégalement partagée ne suffit pas aux entreprises trop fragilisées pour passer sans heurt cette étape délicate. Période délicate, en effet, parce que la reprise est gourmande en besoin en fonds de roulement. Le cash et la trésorerie sont les clés d'un pilotage réussi de sa croissance. Plus d'une centaine de sociétés de plus de 50 salariés ont encore défailli ce premier trimestre rappelant combien le carnet de commandes, s'il est nécessaire, ne saurait à lui seul redresser des situations financières déséquilibrées.

La crise a cependant ceci de vertueux qu'elle est venue rappeler qu'on ne peut faire de capitalisme sans capital. Les entrepreneurs ont procédé à de nécessaires réajustements d'exploitation et continuent, en cette période de lente reprise, à être plus attentifs aux « signaux faibles » leur permettant de sécuriser leurs arbitrages. Si le dirigeant d'une petite entreprise pourra parfois s'appuyer sur ses ressources financières personnelles pour faire face à un déficit ponctuel de capitaux, celui d'une PME, en revanche, n'aura d'autres recours que de solliciter ses partenaires financiers. Or, bien que l'accès au crédit se soit détendu, les entreprises ne pourront disposer des financements nécessaires que si elles parviennent à mettre en œuvre et présenter de bons instruments de pilotage. De toute évidence, les ressources financières manquent encore, le quart des entreprises défaillantes sur ce 1^{er} trimestre 2011 présentait des retards de règlement fournisseurs supérieurs à 30 jours, signe que l'absence de trésorerie, donc le manque de cash, reste le frein au développement des affaires ».

Renseignement : Thierry Millon - Responsable des Études Altares : 04 72 65 15 51

A PROPOS D'ALTARES

Altare est née du rapprochement de la Base d'Informations Légales BIL et de Dun & Bradstreet France.

Sa vocation, en tant que spécialiste de la connaissance inter-entreprises : fournir des solutions pour accélérer la croissance.

Altare répond aux besoins des entreprises sur deux axes majeurs : développement commercial et gestion du risque financier, en France, en Europe comme à l'International.

Membre du 1^{er} réseau international d'informations B to B (le D&B Worldwide Network), Altare diffuse en France les solutions créées par le leader mondial D&B. Les clients d'Altare disposent du seul accès global à des données qualifiées sur plus de 180 Millions d'entreprises dans le monde.

Dirigée par Thierry Asmar, Altare, détient 40 % du marché français ; avec un CA d'environ 55 Millions d'Euros, l'entreprise compte près de 300 collaborateurs répartis

sur 3 sites principaux : Nanterre, St-Quentin-en-Yvelines et Villeurbanne.

ALTARES

55 avenue des Champs Pierreux
Immeuble Le Capitole
92012 Nanterre
contact@altares.fr
www.altares.fr
Thierry Asmar
Tél : 01 41 37 51 04



Decide with Confidence

PARTIE 1

LES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2011

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES

9

- 10 Statistiques France globale
 - Statistiques France par tranches d'effectifs
 - Statistiques France par tranches d'âge
- 11 Statistiques France par secteurs d'activités détaillées
- 12 Statistiques France par Région
- 13 Évolution des défaillances - 12 mois glissants - janvier 2006 à mars 2011
 - Carte d'évolution des défaillances d'entreprises par Région
- 14 Les défaillances de plus de 20 M€ de Chiffre d'affaires au 1^{er} Trimestre 2011

PARTIE 2

LES PROCÉDURES DE SAUVEGARDE D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2011

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES

16

- 16 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France Globale
 - Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'effectifs
 - Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par tranches d'âge
- 17 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par secteurs d'activités détaillées
- 18 Statistiques des ouvertures de sauvegarde en France par Région
- 19 Carte des ouvertures de sauvegarde en France par Région au 1^{er} trimestre 2011
- 20 Les sauvegardes de plus de 10 M€ de Chiffre d'affaires au 1^{er} Trimestre 2011

MÉTHODOLOGIE

21

PARTIE 1

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2011

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES DÉFAILLANCES (SITUATION AU 04 AVRIL DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE GLOBALE

1 ^{er} trimestre	2009	2010	2011
France	16 140	16 052	15 841
Évolution Vs N-1	23,0 %	-0,5 %	-1,3 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} trimestre 2010	1 ^{er} trimestre 2011	Évolution trimestre
0 salarié	6 803	7 011	3,1 %
1 ou 2 salariés	4 325	4 316	-0,2 %
3 à 5 salariés	2 566	2 342	-8,7 %
6 à 9 salariés	1 237	1 098	-11,2 %
10 à 19 salariés	692	661	-4,5 %
20 à 49 salariés	341	316	-7,3 %
50 à 99 salariés	53	62	17,0 %
100 à 199 salariés	28	23	-17,9 %
200 salariés et plus	7	12	71,4 %
TOTAL	16 052	15 841	-1,3 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	1 ^{er} trimestre 2010	1 ^{er} trimestre 2011	Évolution trimestre
moins de 3 ans	4 197	2 845	-32,2 %
3 à 5 ans	5 148	5 565	8,1 %
6 à 10 ans	2 992	3 595	20,2 %
11 à 15 ans	1 466	1 465	-0,1 %
16 à 50 ans	2 209	2 327	5,3 %
51 et plus	40	44	10,0 %
TOTAL	16 052	15 841	-1,3 %

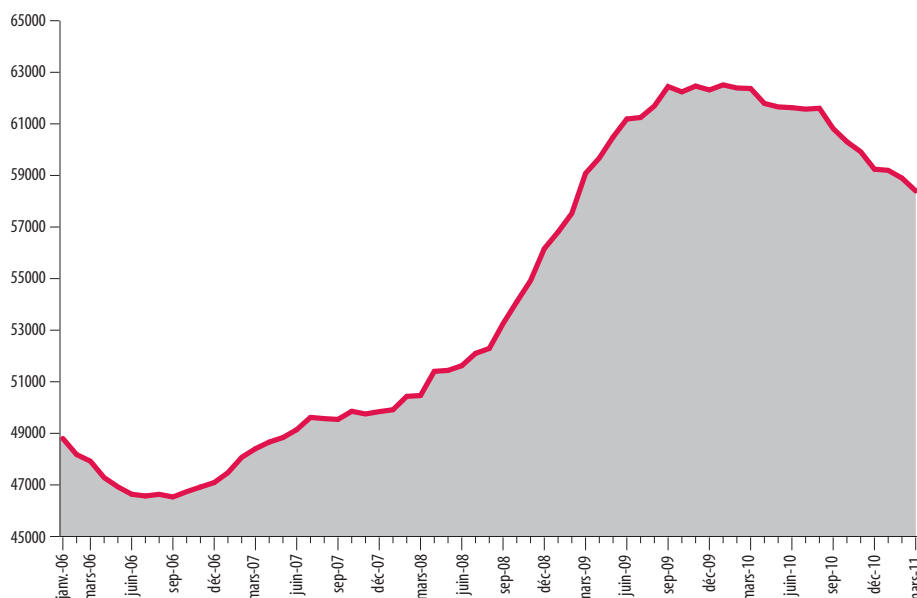
STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	1 ^{er} trimestre 2010	1 ^{er} trimestre 2011	Évolution trimestre
AGRICULTURE	278	292	5,0 %
Chasse, pêche, forêt	70	62	- 11,4 %
Culture	117	120	2,6 %
Élevage	91	110	20,9 %
CONSTRUCTION	4 981	4 660	- 6,4 %
Bâtiment	4 422	4 027	- 8,9 %
Immobilier	559	633	13 %
COMMERCE	3 627	3 592	- 1,0 %
Commerce & réparation de véhicules	452	516	14,2 %
Commerce de détail	2 192	2 223	1,4 %
Commerce interentreprises	983	853	- 13,2 %
INDUSTRIE	1 245	1 197	- 3,9 %
Industrie agroalimentaire	331	349	5,4 %
Industrie hors agroalimentaire	914	848	- 7,2 %
INFORMATION & COMMUNICATION	407	406	- 0,2 %
Services informatiques & édition de logiciels	216	218	0,9 %
Autres activités information & communication	191	188	- 1,6 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	574	474	- 17,4 %
Transport routier de marchandises	443	366	- 17,4 %
Autres activités de transport	131	108	- 17,6 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	86	95	10,5 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	1 870	1 992	6,5 %
Activités scientifiques & techniques	936	1 001	6,9 %
Services administratifs aux entreprises	934	991	6,1 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	590	678	14,9 %
Activités de réparation	82	95	15,9 %
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	380	385	1,3 %
Autres services à la personne	128	198	54,7 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	1 809	1 786	- 1,3 %
Hébergement	157	149	- 5,1 %
Restauration	1 343	1 332	- 0,8 %
Débits de boissons	309	305	- 1,3 %
AUTRES ACTIVITES	585	669	14,4 %
Santé humaine & action sociale	145	178	22,8 %
Activités récréatives	191	200	4,7 %
Enseignement	138	158	14,5 %
Autres activités	111	133	19,8 %
ENSEMBLE DES ACTIVITES	16 052	15 841	- 1,3 %

STATISTIQUES DÉFAILLANCES FRANCE PAR RÉGION

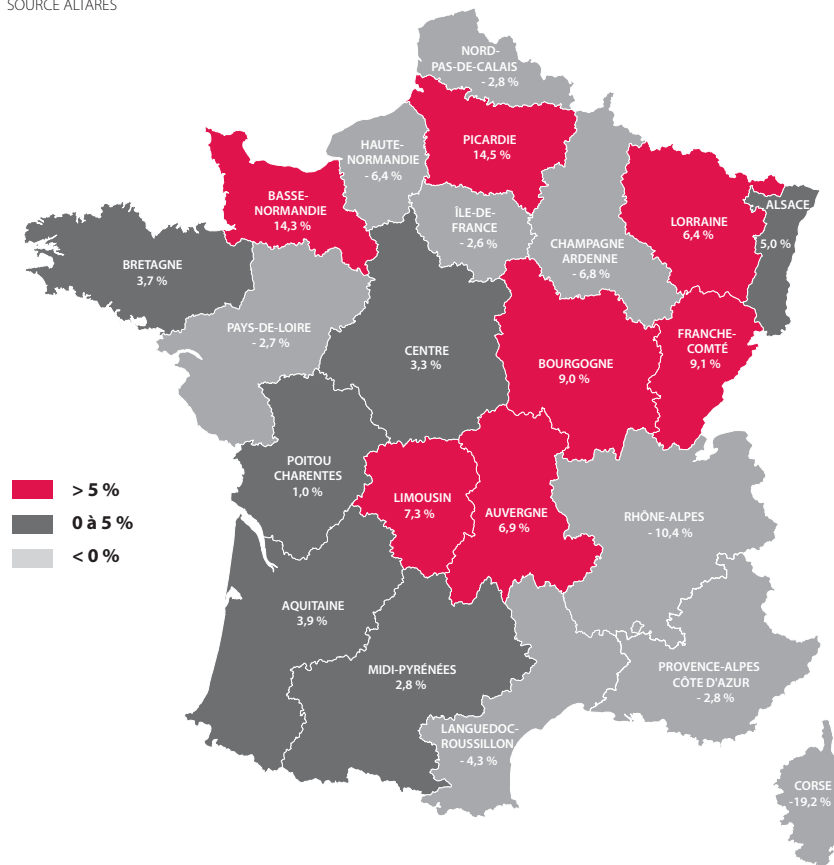
RÉGION	1 ^{er} trimestre 2010	1 ^{er} trimestre 2011	Évolution trimestre
Alsace	361	379	5,0 %
Aquitaine	845	878	3,9 %
Auvergne	247	264	6,9 %
Basse Normandie	293	335	14,3 %
Bourgogne	354	386	9,0 %
Bretagne	721	748	3,7 %
Centre	550	568	3,3 %
Champagne-Ardenne	265	247	- 6,8 %
Corse	104	84	- 19,2 %
Franche-Comté	231	252	9,1 %
Haute-Normandie	375	351	- 6,4 %
Île-de-France	3 295	3 210	- 2,6 %
Languedoc-Roussillon	981	939	- 4,3 %
Limousin	192	206	7,3 %
Lorraine	423	450	6,4 %
Midi-Pyrénées	682	701	2,8 %
Nord-Pas de Calais	976	949	- 2,8 %
Pays de la Loire	772	751	- 2,7 %
Picardie	351	402	14,5 %
Poitou-Charentes	395	399	1,0 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	1 754	1 705	- 2,8 %
Rhône-Alpes	1 732	1 552	- 10,4 %
Autres (dont DOM)	153	85	- 44,4 %
TOTAL	16 052	15 841	- 1,3 %

ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES EN FRANCE SUR 5 ANS (DONNÉES 12 MOIS GLISSANTS - JANVIER 2006 À MARS 2011)



CARTE D'ÉVOLUTION DES DÉFAILLANCES PAR RÉGION 1^{ER} TRIMESTRE 2011

SOURCE ALTARES



DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 20 M€ DE CHIFFRE D'AFFAIRES AU 1^{ER} TRIMESTRE 2011

RAISON SOCIALE	DPT	REGION	ANNÉE CRÉATION	CODE NAF	ACTIVITE	CA* (M€)	EFFECTIF	MOIS DU JUGEMENT	PROCÉDURE
SARL PHILIPPE DRUOT	27	Haute-Normandie	2008	4399C	Travaux de maçonnerie générale et gros œuvre de bâtiment	171,3		03	LJ
IMPRIMERIE DIDIER MARY	77	Île-de-France	1992	1812Z	Autre imprimerie (labeur)	140,3	553	02	RJ
SOCIETE VERCERAL	33	Aquitaine	1958	4644Z	Commerce interentreprises de vais-selle, verrerie et produits d'entretien	66,6	151	03	LJ
SAFE AUTOMOTIVE	57	Lorraine	1987	2550A	Forge, estampage, matriçage; métallurgie des poudres	63,8	322	01	RJ
ETABLISSEMENTS J. RICHARD DUCROS	75	Île-de-France	1955	2511Z	Fabrication de structures métal-liquies et de parties de structures	59,5	336	02	RJ
TEAM PARTNERS	92	Île-de-France	1990	6202A	Conseil en systèmes et logiciels informatiques	53,9	568	01	RJ
TES ELECTRONIC SOLUTIONS	35	Bretagne	1999	2612Z	Fabrication de cartes électroniques assemblées	39,9	435	01	RJ
SARL BELMONTE	34	Languedoc-Roussillon	1994	4312A	Travaux de terrassement courants et travaux préparatoires	38,3	301	02	RJ
EUROLEASE	75	Île-de-France	1998	4511Z	Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers	32,4	33	02	LJ
TRANSPORTS HERSAND	86	Poitou-Charentes	2001	4941A	Transports routiers de fret interurbains	31,2	266	03	RJ
SELECTION	94	Île-de-France	1970	4631Z	Commerce interentreprises de fruits et légumes	29,5	28	02	RJ
PAPETERIES DE TURCKHEIM	68	Alsace	2008	1712Z	Fabrication de papier et de carton	26,6	70	03	LJ
ABACUS EQUIP	94	Île-de-France	1999	4651Z	Commerce interentreprises d'ordi-nateurs, d'équipements informa-tiques périphériques et de logiciels	25,5	33	01	LJ
HELIO CORBEIL	91	Île-de-France	1986	1812Z	Autre imprimerie (labeur)	25,3	137	02	RJ
GIREX	29	Bretagne	1982	2110Z	Fabrication de produits pharmaceutiques de base	24,6	102	02	RJ
VIABURO	80	Picardie	2008	4759A	Commerce de détail de meubles	24,5	64	01	RJ
RPA PROCESS TECHNOLOGIES	92	Île-de-France	1993	2829B	Fabrication d'autres machines d'usage général	22,6	123	01	RJ
SAEP	33	Aquitaine	1984	3320A	Installation de structures métalliques	21,5	115	03	RJ
GRAPHIC BROCHAGE	77	Île-de-France	1996	1814Z	Reliure et activités connexes	21,0	282	02	RJ
MONTAGNER CHARPENTES SARL	38	Rhône-Alpes	1995	4673A	Commerce interentreprises de bois et de matériaux de construction	20,5	19	02	RJ
BOIS ET CHIFFONS EXPLOITATION	64	Aquitaine	1985	4759A	Commerce de détail de meubles	20,5	128	03	RJ

PARTIE 2

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES D'ENTREPRISES EN FRANCE

1^{ER} TRIMESTRE 2011

STATISTIQUES DÉTAILLÉES DES SAUVEGARDES (SITUATION AU 04 AVRIL DE CHAQUE ANNÉE)

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE GLOBALE

1 ^{er} trimestre	2009	2010	2011
France	319	280	312
Évolution Vs N-1	134,6 %	- 12,2 %	11,4 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR TRANCHES D'EFFECTIFS

EFFECTIFS	1 ^{er} trimestre 2010	1 ^{er} trimestre 2011	Évolution trimestre
0 salarié	86	92	7,0 %
1 ou 2 salariés	40	51	27,5 %
3 à 5 salariés	38	48	26,3 %
6 à 9 salariés	35	34	- 2,9 %
10 à 19 salariés	38	34	- 10,5 %
20 à 49 salariés	26	33	26,9 %
50 à 99 salariés	8	10	25,0 %
100 salariés et plus	9	10	11,1 %
TOTAL	280	312	11,4 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR TRANCHES D'ÂGE

ÂGE	1 ^{er} trimestre 2010	1 ^{er} trimestre 2011	Évolution trimestre
moins de 3 ans	39	55	41,0 %
3 à 5 ans	82	72	- 12,2 %
6 à 10 ans	62	62	0,0 %
11 à 15 ans	31	43	38,7 %
16 ans et plus	66	80	21,2 %
TOTAL	280	312	11,4 %

STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS DÉTAILLÉES

ACTIVITÉS	1 ^{er} trimestre 2010	1 ^{er} trimestre 2011	Évolution trimestre
AGRICULTURE	9	14	55,6 %
Chasse, pêche, forêt	0	0	-
Culture	5	4	- 20,0 %
Élevage	4	10	150,0 %
CONSTRUCTION	46	64	39,1 %
Bâtiment	34	40	17,6 %
Immobilier	12	24	100,0 %
COMMERCE	58	60	3,4 %
Commerce & réparation de véhicules	10	9	- 10,0 %
Commerce de détail	32	36	12,5 %
Commerce interentreprises	16	15	- 6,3 %
INDUSTRIE	33	39	18,2 %
Industrie agroalimentaire	3	7	133,3 %
Industrie hors agroalimentaire	30	32	6,7 %
INFORMATION & COMMUNICATION	8	5	- 37,5 %
Services informatiques & édition de logiciels	5	3	- 40,0 %
Autres activités information & communication	3	2	- 33,3 %
TRANSPORT & LOGISTIQUE	13	6	- 53,8 %
Transport routier de marchandises	12	3	- 75,0 %
Autres activités de transport	1	3	200,0 %
ACTIVITÉS FINANCIÈRES & D'ASSURANCE	8	7	- 12,5 %
SERVICES AUX ENTREPRISES	57	64	12,3 %
Activités scientifiques & techniques	30	27	- 10,0 %
Services administratifs aux entreprises	27	37	37,0 %
SERVICES AUX PARTICULIERS	7	8	14,3 %
Activités de réparation	0	2	-
Coiffeurs, soins de beauté et corporels	2	5	150,0 %
Autres services à la personne	5	1	- 80,0 %
HEBERGEMENT, RESTAURATION, DÉBITS DE BOISSON	26	24	- 7,7 %
Hébergement	8	7	- 12,5 %
Restauration	18	16	- 11,1 %
Débits de boissons	0	1	-
AUTRES ACTIVITÉS	15	21	40,0 %
Santé humaine & action sociale	7	5	- 28,6 %
Activités récréatives	4	8	100,0 %
Enseignement	2	2	0,0 %
Autres activités	2	6	200,0 %
ENSEMBLE DES ACTIVITÉS	280	312	11,4 %

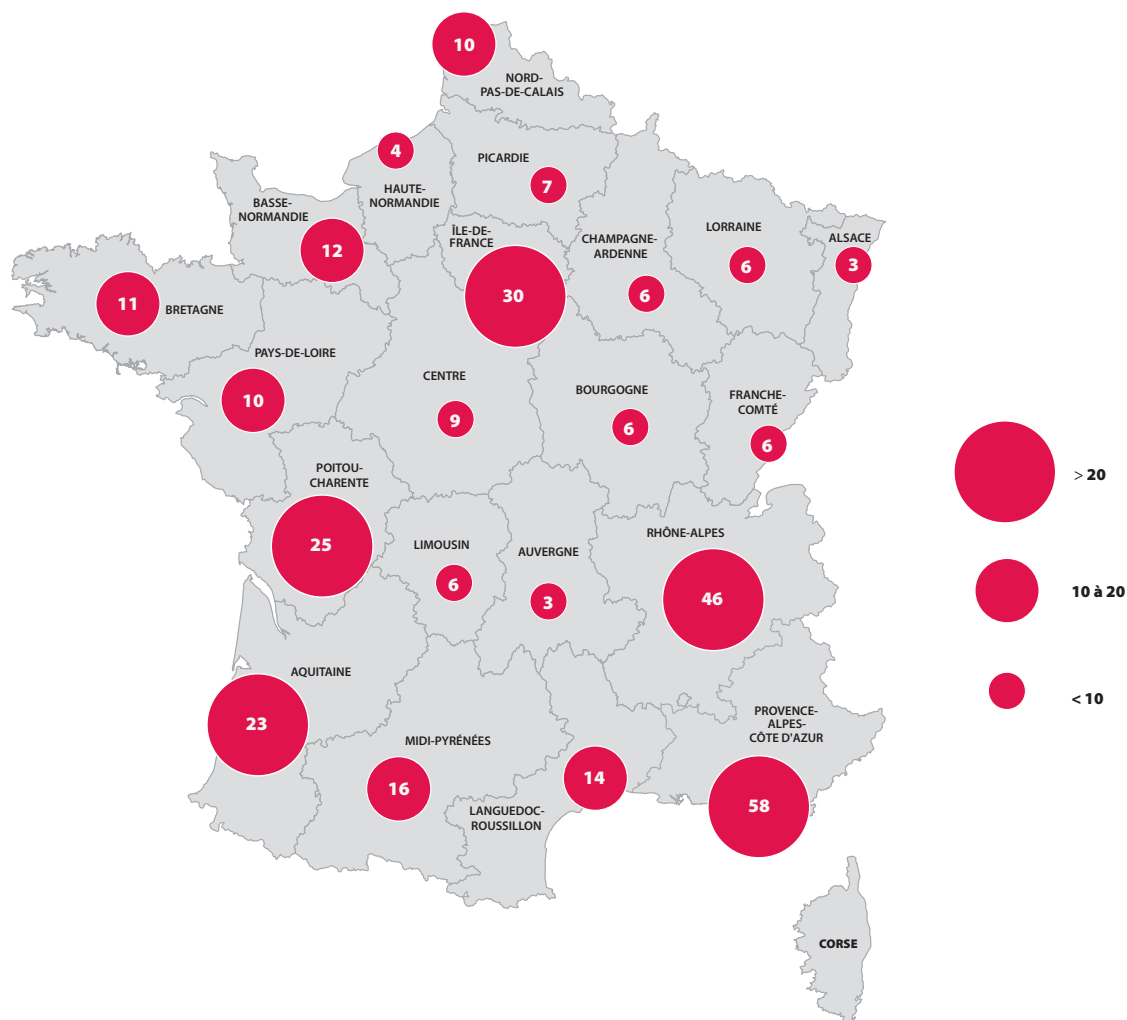
STATISTIQUES DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR RÉGION

RÉGION	1 ^{er} trimestre 2010	1 ^{er} trimestre 2011	Évolution trimestre
Alsace	3	3	0,0 %
Aquitaine	29	23	- 20,7 %
Auvergne	2	3	50,0 %
Basse Normandie	11	12	9,1 %
Bourgogne	6	6	0,0 %
Bretagne	5	11	120,0 %
Centre	6	9	50,0 %
Champagne-Ardenne	5	6	20,0 %
Corse	1	0	-
Franche-Comté	0	6	-
Haute-Normandie	17	4	- 76,5 %
Île-de-France	30	30	0,0 %
Languedoc-Roussillon	20	14	- 30,0 %
Limousin	2	6	200,0 %
Lorraine	5	6	20,0 %
Midi-Pyrénées	11	16	45,5 %
Nord-Pas de Calais	4	10	150,0 %
Pays de la Loire	13	10	- 23,1 %
Picardie	5	7	40,0 %
Poitou-Charentes	11	25	127,3 %
Provence-Alpes-Côte d'Azur	37	58	56,8 %
Rhône-Alpes	51	46	- 9,8 %
Autres (dont DOM)	6	1	- 83,3 %
TOTAL	280	312	11,4 %

CARTE DES OUVERTURES DE SAUVEGARDE EN FRANCE PAR RÉGION

1^{ER} TRIMESTRE 2011

SOURCE ALTARES



SAUVEGARDES D'ENTREPRISES DE PLUS DE 10 M € DE CHIFFRE D'AFFAIRES AU 1^{ER} TRIMESTRE 2011

RAISON SOCIALE	DPT	RÉGION	ANNÉE CRÉATION	CODE NAF	ACTIVITÉ	CA* (M €)	EFFECTIF	MOIS DE SAUVEGARDE
NEO SECURITY	75	Île-de-France	2000	8010Z	Enquêtes et sécurité	158,6	5 680	03
TRIBUNE DES FOSSES	75	Île-de-France	1957	5813Z	Edition de journaux	40,5	139	01
BREDY SA	93	Île-de-France	1957	4332A	Menuiserie bois et matières plastiques	32,3	90	02
L.L.M.	19	Limousin	1988	4941C	Location de camions avec conducteur	28,1	331	02
FABER SA	60	Picardie	1976	4399C	Travaux de maçonnerie générale	25,7	161	02
WALLERICH	57	Lorraine	1964	2511Z	Fabrication de constructions métalliques	23,8	100	01
LA TRIBUNE REGIE	75	Île-de-France	2008	7311Z	Agences, conseil en publicité	22,4	47	01
SECURITE GENERALE AEROPORTUAIRE	75	Île-de-France	1995	8010Z	Enquêtes et sécurité	22,0	572	03
OSNY PHARMA SAS	95	Île-de-France	1995	2120Z	Fabrication de médicaments	19,8	164	03
DOROTENNIS	92	Île-de-France	1997	1413Z	Fabrication de vêtements de dessus pour femmes et fillettes	17,1	127	02
L.T.R	31	Midi-Pyrénées	1996	4399C	Travaux de maçonnerie générale	16,5	44	02

NOTE MÉTHODOLOGIQUE

AVERTISSEMENT : Depuis 2009, Altares diffuse ses statistiques de défaillances et sauvegarde d'entreprises par activité selon la nomenclature NAF révisée au 1^{er} janvier 2008.

DÉFINITION DE LA DÉFAILLANCE :

La défaillance d'entreprise correspond à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire directe auprès d'un tribunal de commerce ou de grande instance.

Cette procédure intervient lorsque le débiteur est en cessation de paiements, c'est à dire lorsqu'il est dans l'impossibilité de faire face au passif exigible avec l'actif disponible.

La procédure de sauvegarde est ouverte par le tribunal sur demande d'un débiteur qui, sans être en cessation des paiements, justifie de difficultés qu'il n'est pas en mesure de surmonter.

Les procédures de redressement judiciaire et de sauvegarde sont applicables aux sociétés mais aussi à toute entreprise exerçant une activité commerciale ou artisanale, à tout agriculteur, à toute autre personne physique exerçant une activité professionnelle indépendante y compris une profession libérale.

STATISTIQUES DE DÉFAILLANCE :

Les statistiques Altares de défaillances d'entreprises et de sauvegarde comptabilisent l'ensemble des entités légales disposant d'un numéro siren (entreprises individuelles, professions libérales, sociétés, associations) et ayant fait l'objet d'un jugement d'ouverture de procédure prononcé par un tribunal de commerce ou de grande instance. Ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédure, à savoir liquidations judiciaires après redressement judiciaire, plans de continuation, de sauvegarde ou de cession. Ne sont pas davantage retenues les cessations amiables d'activité.

LES SOURCES DES PROCÉDURES COLLECTÉES PAR ALTARES :

Altares collecte l'ensemble des jugements auprès des greffes des Tribunaux de commerce ou des Tribunaux d'Instance ou de Grande Instance. Altares est également licencié officiel du B.O.D.A.C.C. (Bulletin Officiel d'Annonces Civiles et Commerciales) depuis 1987. Le B.O.D.A.C.C. publie les annonces légales relatives à la vie d'une entreprise, notamment les avis de procédures de sauvegarde, de redressement et liquidation judiciaires.

DONNÉES EN DATE DE JUGEMENT :

La date de défaillance ou de sauvegarde retenue par Altares est celle de l'ouverture de la procédure, c'est-à-dire la date du jugement et non pas la date à laquelle ce jugement a été publié dans un journal d'annonces légales ou au B.O.D.A.C.C. Les statistiques diffusées par Altares sont issues de sa propre base de données et comptabilisent les jugements dès leur enregistrement, le plus souvent quelques semaines avant leur publication au BODACC.

NOMENCLATURE D'ACTIVITÉS :

La nomenclature des activités françaises a été révisée au 1er janvier 2008. La NAF rév. 2 succède à la NAF rév. 1 qui était en vigueur depuis le 1er janvier 2003. La modification des codes NAF répond à l'évolution des technologies, des marchés et des entreprises sur les vingt dernières années. Elle a aussi pour but de rapprocher les codes d'activité français des nomenclatures européennes (la NACE) et internationales (la CITI) pour une harmonisation qui permettra notamment de meilleures comparaisons entre les pays.

En pratique, plusieurs conséquences :

- Les codes NAF passent de 4 à 5 caractères ; les 4 premières positions correspondent à la nomenclature européenne (NACE) nouvellement révisée, et la 5ème position permet de compléter le code officiel par une spécificité nationale, sous forme de lettre.
- Un code d'activité sur trois (34%) dans la nouvelle nomenclature n'a pas de correspondance directe dans l'ancienne NAF qui comptait 712 codes contre 732 désormais.

La révision de la nomenclature des activités françaises nous conduit à recalculer notre série historique des statistiques de défaillances sur 10 ans selon la NAF rév 2. Mais les tendances globales de la nouvelle série restent néanmoins comparables de celles observées avec la NAF rév 1.

Les secteurs d'activité étudiés dans les analyses Altares se définissent de la façon suivante :

SECTEURS D'ACTIVITÉ AGRÉGÉS	SECTEURS D'ACTIVITÉ DÉVELOPPÉS	CODES NAF Rev 2 ASSOCIÉS
Agriculture	Chasse, pêche, forêt	017 à 03
	Culture	011 à 0113 ET 016 sauf 0163Z
	Élevage	014 à 015 ET 0163Z
Construction	Bâtiment	412 à 43
	Immobilier	411 ET 68
Commerce	Commerce & réparation véhicules	45
	Commerce de détail	47
	Commerce de gros	46
Industrie	Industrie agroalimentaire	10 à 12
	Industrie hors agroalimentaire	05 à 09 ET 13 à 39
Information & communication	Services Informatiques & édition de logiciels	5821 à 5829
	Autres activités information & communication (Édition, production, télécommunications, diffusion de programme, information)	5811 à 5819 ET 59 à 61 ET 62 à 6312 ET 6391 ET 6399
Transport & logistique	Transport routier de marchandises	4941 à 4950
	Autres activités de transport	4910 à 4939 ET 50 à 53
Activités financières et d'assurance	Activités financières et d'assurance	64 à 66 hors 6420Z
Services aux entreprises	Activités scientifiques et techniques (Conseil, gestion, R&D, publicité...)	69 à 75 ET 9601A
	Services administratifs aux entreprises (Location, interim, voyage, sécurité, nettoyage, ...)	77 à 82 et 6420Z
Services aux particuliers	Activités de réparation	95
	Coiffeurs, soins de beauté et corporels	9602 ET 9604
	Autres services à la personne	9601B ET 9603Z ET 9609 à 98
Hébergement, restauration, débits de boisson	Hébergement	55
	Restauration	56 sauf 5630
	Débits de boissons	5630
Autres activités	Santé humaine & action sociale	86 à 88
	Activités récréatives	90 à 93
	Enseignement	85
	Administration publique	84
	Autres activités	94 ET 99